

Décrète:

Art. 1^{er}. — Les locaux affectés à la vingt-deuxième exposition internationale de Marseille, qui se tiendra du 11 au 30 septembre 1946, au parc Chanot, à Marseille, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

Art. 2. — Les objets envoyés de l'étranger pour figurer à cette exposition, seront dirigés sur les locaux sous le régime du transit international ou du transit ordinaire par tous les bureaux de douane ouverts à ces opérations.

Art. 3. — Le ministre de la production industrielle et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 septembre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de la production industrielle,
MARCEL PAUL.

Le ministre des finances,
SCHUMAN.

Décret du 17 septembre 1946 constituant en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à la 3^e exposition internationale de l'automobile, du cycle et des sports.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la production industrielle et du ministre des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le code des douanes, et notamment l'article 163,

Décrète:

Art. 1^{er}. — Les locaux affectés à la 3^e exposition internationale de l'automobile, du cycle et des sports qui se tiendra à Paris du 3 au 13 octobre 1946, au Grand Palais des Champs-Élysées, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

Art. 2. — Les objets envoyés de l'étranger pour figurer à cette exposition seront dirigés sur les locaux sous le régime du transit international ou du transit ordinaire par tous les bureaux de douane ouverts à ces opérations.

Art. 3. — Le ministre de la production industrielle et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 septembre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de la production industrielle,
MARCEL PAUL.

Le ministre des finances,
SCHUMAN.

Décret du 17 septembre 1946 constituant en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à la 17^e exposition internationale de l'aéronautique.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la production industrielle et du ministre des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu la loi du 31 mai 1924 relative à la navigation aérienne;

Vu le code des douanes, et notamment l'article 163.

Décrète:

Art. 1^{er}. — Les locaux affectés à la 17^e exposition internationale de l'aéronautique qui se tiendra à Paris, au Grand Palais des Champs-Élysées et sur l'École nationale des Invalides, au mois de novembre 1946, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

Art. 2. — Les appareils de locomotion aérienne et tous autres objets envoyés de l'étranger par les voies ordinaires de transport, pour figurer à cette exposition, seront dirigés sur ces locaux sous le régime du transit international ou du transit ordinaire, par tous les bureaux de douane ouverts à ces opérations.

Art. 3. — Les aviateurs venant de l'étranger par la voie des airs et pilotant des appareils destinés à ladite exposition, ainsi que ceux pilotant des appareils non destinés à ladite exposition, mais contenant des objets qui doivent y figurer, devront obligatoirement atterrir, soit à l'aérodrome domanier du Bourget, soit à celui d'Orly. Ces appareils et objets seront acheminés sur les locaux de l'exposition sous escorte ou sous le couvert d'un acquit-à-caution.

Art. 4. — A la clôture de l'exposition, les appareils et objets susvisés qui seront réexpédiés à l'étranger par la voie des airs devront être préalablement dirigés sur l'aérodrome du Bourget ou sur celui d'Orly dans les mêmes conditions qu'à leur entrée en entrepôt. Le départ sera constaté par le service des douanes de cet aérodrome et l'arrivée à l'étranger devra être justifiée par la production d'un certificat valable des douanes de destination ou, à défaut, d'une attestation consulaire.

Art. 5. — Les appareils et objets susvisés qui seront réexpédiés dans leur pays d'origine après la clôture de l'exposition seront dispensés de l'accomplissement des formalités prévues par le décret-loi du 18 avril 1939.

Art. 6. — Le ministre de la production industrielle et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 septembre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de la production industrielle,
MARCEL PAUL.

Le ministre des finances,
SCHUMAN.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Application de l'article 61 de la loi du 27 avril 1946 complétant les dispositions de l'article 3 de la loi du 15 février 1946 susvisée.

Le ministre des finances, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 46-195 du 15 février 1946 relative aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires et agents des services publics;

Vu la loi n° 46-874 du 27 avril 1946 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, et notamment l'article 61 complétant les dispositions de l'article 3 de la loi du 15 février 1946 susvisée;

Vu l'avis du centre d'orientation et de réemploi,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — En application de l'article 61 de la loi du 27 avril 1946, complétant les dispositions de l'article 3 de la loi du 15 février 1946 susvisée, le ministre de l'éducation nationale est autorisé à pourvoir, par recrutement direct, aux écoles nationales de sport, les postes suivants dans la mesure où le centre d'orientation et de réemploi des fonctionnaires et agents des services publics ne pourra pas présenter de candidats à ces postes et dans la limite des crédits inscrits à son budget:

Neuf postes de moniteurs nationaux;
Neuf postes d'agents contractuels (démonstrateurs et professeurs sportifs).

Art. 2. — Toutefois, et en vue de sauvegarder les droits des agents licenciés des services publics, par suite des mesures de compressions budgétaires, il ne pourra être procédé à des nominations directes dans les conditions de l'article 1^{er} ci-dessus que, pour chaque cas, après avis de la section locale du centre d'orientation et de réemploi.

Art. 3. — Le directeur du budget du ministère des finances, le directeur général de l'éducation physique et des sports du ministère de l'éducation nationale et le directeur du centre d'orientation et de réemploi du ministère du travail et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 août 1946.

Pour le ministre de l'éducation nationale.

Le sous-secrétaire d'Etat
à la jeunesse et aux sports,
ANDRÉ-PIERRE VIEUXOT.

Le ministre des finances,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef du cabinet,
ALAIN FOUILL.

Le ministre du travail
et de la sécurité sociale,

Pour le ministre et par délégation:
Le chef du cabinet,
ROGER LERÉVÉ.

Institution et nomination des agrégés des facultés de médecine et facultés mixtes de médecine et de pharmacie.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 août 1946: page 7367, 2^e colonne, 23^e ligne, lire: « Riennan », au lieu de: « Rieman »; 63^e ligne, lire: « Géraud », au lieu de: « Giraud »; 2^e colonne, 47^e ligne, lire: « 5 Valdigué », au lieu de: « Valdigué »; 52^e ligne, lire: « à Marqués », au lieu de: « Marqués ».